

VILLE DE



MARSEILLE

Direction Générale Adjointe  
La Ville Plus Juste, Plus Sûre,  
Plus Proche

Direction de la Santé  
Publique et de l'Inclusion

Pôle Inclusion  
et Droits des Femmes

Service Handicap

Division Accessibilité,  
Aménagements et Mobilités



Demandeur :

**ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE  
MARITIME représenté(e) par Monsieur  
LAMBERT FRANCOIS  
10 QUAI FRISSARD ECOLE  
NOTIONALE SUPÉRIEURE MARITIME  
76600 LE HAVRE**

Marseille, le 26 octobre 2023

Établissement : ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE MARITIME - CENTRE DE MARSEILLE

Monsieur,

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, copie du Procès-Verbal émis lors de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité, concernant le dossier enregistré sous le n° AT0130552300568P0 pour un projet situé 39 AVE DU CORAIL - 13008 MARSEILLE .

Pour toutes informations complémentaires concernant l'avis rendu, je vous invite à vous rapprocher des services de la DDTM 13 – SCDA – 16 Rue Zattara – 13332 Marseille Cedex 3 via l'adresse électronique [ddtm-accessibilite@bouches-du-rhone.gouv.fr](mailto:ddtm-accessibilite@bouches-du-rhone.gouv.fr) ou par téléphone au 04.91.28.40.40.

Dans l'éventualité où de nouvelles pièces devraient être fournies, elles seront à déposer contre récépissé ou à envoyer pour enregistrement au Guichet unique des Autorisations d'Urbanisme situé 38 Rue Fauchier – 13233 Marseille Cedex 20. Les références du dossier initial seront rappelées pour toute nouvelle correspondance.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de mes salutations distinguées.

**Nathalie VELLIEUX**  
**Division Accessibilité, Aménagements, Mobilités**



**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER DES BOUCHES DU RHONE  
SERVICE CONSTRUCTION TRANSPORT CRISE  
POLE ACCESSIBILITE SECURITE**

**SOUS COMMISSION DEPARTEMENTALE D'ACCESSIBILITE  
DES PERSONNES HANDICAPEES**

**PROCES VERBAL SCDA  
Séance du 17 Octobre 2023**

**Membres de la sous-commission avec voix délibérative :**

**Présents :** M. BANCEL (Président)  
Mme CORROYEZ (DDTM)  
Mme CARTA (D.D.P.P)  
M. BOEUF (Assistance Publique des Hopitaux de Marseille)  
Mme BIANCIOTTO (SURDI 13)  
Mme RIVIECCIO (UNAPEI Alpes Provence)  
M. MARRAS (Les Cannes Blanches)

**Excusés :** REGION SUD ; CCIMP ; A.P.F. ; Mairie de MARSEILL (avis motivé) ;

**Rapporteur :** Brigitte CORROYEZ (DDTM)

**REFERENCES DU DOSSIER**

Dossier (suivi par BC) n° 622/2023 AT 013 055 23 00568 déposé 11/8/23 reçu en DDTM : 4/9/23  
Commune : MARSEILLE  
Pétitionnaire Ecole Nationale Supérieure Maritime représenté(e) par M. François LAMBERT  
Nature des travaux **agrandissement de certaines salles pour augmentation de l'effectif**  
Lieu des travaux 39, avenue du Corail, 13008 MARSEILLE  
Catégorie Etablissement de 3ème catégorie - Type : R  
SIRET-SIREN 130 013 097 00071

**TEXTES APPLICABLES**

**Code de l'Habitation et de la Construction** Art L. 111-1 et suivants ; L.112-1 et suivants ; L.122-1 et suivants ; L.145-1 et L.146-1 ; L.161-1 et suivants ; R.111-1 et suivants ; R. 122-5 et suivants ; R.145-1 et suivants ; R.146-1 et suivants ; R.162-1 et suivants ; R.162-8 et suivants ; R.164-1 et suivants ;

**Arrêté du 8 Décembre 2014** fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 et R164-4 du Code de la Construction et de l'Habitation réécrit et de l'article 14 du décret 2006-555 relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées des établissements existants recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.

**Ordonnance n° 2014-1329 du 6 novembre 2014** relative aux délibérations à distance des instances administratives à caractère collégial.

**AVIS DE LA SOUS-COMMISSION**

La commission a examiné le dossier visé ci-dessus inscrit à l'ordre du jour de la réunion en application du Code de la Construction et de l'Habitation, des décrets n° 95.260 du 08.03.1995, 2006-672 du 8 juin 2006, 2006-1089 du 30 Août 2006 et de l'arrêté préfectoral n°13-2022-03-11-00008 de la préfecture des Bouches du Rhône en date du 11 mars 2022 portant création de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité ;

*L'article L 111-1 du CCH réécrit, stipule notamment qu'un bâtiment ou aménagement accessible à tous est un bâtiment ou un aménagement qui, dans des conditions normales de fonctionnement, permet à l'ensemble des personnes susceptibles d'y accéder avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux, d'utiliser les équipements, de se repérer, de s'orienter, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles il a été conçu, quelles que soient les capacités ou les limitations fonctionnelles motrices, sensorielles, cognitives, intellectuelles ou psychiques de ces personnes ;*

Le projet concerne la réhabilitation de plusieurs parties de bâtiments du site de l'ENSM dans l'objectif d'augmenter l'effectif. L'accessibilité du site est en cours, mais hors projet.

Le site comporte 13 bâtiments. Les bâtiments impactés par les travaux objets de cette demande sont les R+1 et R+2 du bâtiment A, le RdC haut, le RdC bas et le R+2 du bâtiment B, la salle d'examens du Bat G et le R+1 du bâtiment I. Les bâtiments F, J, et K ne sont pas affectés par ce projet.

**I - Au titre de la demande de dérogation pour contraintes Techniques et disproportion manifeste concernant les points suivants :**

**1 – création d'un plancher technique de 12cm dans la salle informatique n°209 au R+2 du bâtiment A, avec mise à disposition d'une rampe amovible de 8 % sur 0,90m**

**2 – Hauteur de passage sous poutre de 1,97m dans les sanitaires du RdC bas du bâtiment B****AVIS FAVORABLE sur les dérogations****Prescriptions :**

- La dérogation ne peut exempter de la totalité des travaux de mise en conformité. Il conviendra donc de respecter les autres dispositions de l'arrêté du 8/12/2014. Les travaux de mise en conformité totale prévus dans l'ADAP devront être exécutés tels que programmés ;
- Le sanitaire sur lequel porte la dérogation sera conforme pour les autres articles de l'arrêté du 8/12/2014 ;

**Il - Au titre de l'examen du dossier au regard des dispositions des articles du Code de la Construction et de l'Habitation et des articles de l'arrêté du 20 Avril 2017 ou 8 Déc. 2014**

**AVIS FAVORABLE sur le projet****Prescriptions :**

- Les plans et la notice d'accessibilité seront rigoureusement respectés ;
- Les pièces complémentaires du 30/03/23 devront être respectées.
- Respect des dispositions relatives au repérage et guidage des éléments structurants du cheminement, (respect de l'annexe 3 de l'arrêté du 08/12/2014 : lisibilité, visibilité, compréhension). Une attention particulière devra être apportée à la signalétique d'orientation, notamment avant les travaux de mise en conformité totale ;

**Rappel :** S'agissant d'une AT pour une 3ème catégorie, conformément à l'article L161-1 du CCH réécrit, l'autorisation d'ouverture prévue à l'article L122-3 sera délivrée à la fin des travaux d'aménagement, après une visite des lieux par la commission compétente (ici la SCDA). Il appartiendra au pétitionnaire de demander la visite des membres de la SCDA ;

Pour le Directeur Départemental  
Président de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité  
son suppléant,



N. BANCEL.

**NOTA :** Vous souhaitez informer vos administrés sur l'accessibilité de votre établissement et votre envie d'accueillir tous les publics? Vous pouvez contribuer à la plateforme citoyenne gratuite Acceslibre (<https://acceslibre.beta.gouv.fr/>) et rendre ainsi la société plus inclusive.

**Recommandations d'ordre général:** Les dispositions de l'article L161-1 du Code de la Construction et de l'Habitation réécrit qui stipule : "les dispositions architecturales, les aménagements et équipements intérieurs et extérieurs des locaux à usage d'habitation, des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments à usage professionnel sont accessibles à tous au sens de l'article L111-1, dans les cas et selon les conditions déterminées par les articles L162-1 à L164-3. Ces dispositions ne sont pas obligatoires pour les propriétaires construisant ou améliorant un logement pour leur propre usage".

**AT 1ère à 4ème** L'article R.122-5 précise que l'autorisation d'ouverture est délivrée au nom de l'Etat :

- après avis de la commission compétente en application de l'art R122-6 lorsque l'établissement n'a pas fait l'objet de travaux ou n'a fait l'objet que de travaux non soumis à permis de construire. La commission se prononce après visite des lieux pour les établissements de la 1ère à la 4ème catégorie au sens de l'art. R143-19.

**Formation** La mise en oeuvre d'une formation à l'accueil et à l'accompagnement des personnes handicapées à destination des professionnels en contact avec les usagers et les clients est obligatoire pour les établissements recevant du public dont la capacité est supérieure à 200 personnes.

**Registre** A compter du 1<sup>er</sup> Octobre 2017 et conformément à l'Arrêté du 19/4/2017, chaque ERP met à disposition son « registre public d'accessibilité ». Le registre a pour objectif d'informer le public sur le degré d'accessibilité de l'établissement et de ses prestations. Un guide d'aide à l'élaboration de ce document est consultable sur le site du ministère :

<https://www.ecologie.gouv.fr/laccessibilite-des-etablissements-recevant-du-public-erp>

**Fin de Travaux** Dans les 2 mois qui suivent l'achèvement des travaux, et actions de mise en accessibilité, vous devrez fournir une « attestation d'achèvement de travaux » avec pièces justificatives à l'appui.

**Courrier:** D.D.T.M. - Pole Accessibilité - 16, rue Antoine Zattara, 13 332 MARSEILLE CEDEX 03.

**Dématérialisé:** l'attestation d'accessibilité pour un ERP conforme de catégorie 1 à 4, prévue par l'article R.165-3 du code de la construction et de l'habitation réécrit: <https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/attestation-accessibilite-cat1-4>



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale  
des Territoires et de la Mer  
des Bouches-du-Rhône**

## **Arrêté n° 622/2023 portant dérogation aux règles d'accessibilité dans les établissements recevant du public**

**VU** le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles L. 161-1 à L. 165-7 et les articles R. 161-1 à R.165-21 ;

**VU** l'arrêté du 20 Avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement ;

**VU** l'arrêté du 8 Décembre 2014 fixant les dispositions prises pour application des articles R164-1 à R164-6 du Code de la Construction et de l'Habitation réécrit et de l'article 14 du décret 2006-555, relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées des établissements recevant du public dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°13-2022-03-11-00008 du 11 mars 2022 portant création de la Sous Commission Départementale d'Accessibilité ;

**VU** l'arrêté n° 13-2023-07-05-00004 du 05 juillet 2023 du Préfet de la région Provence Alpes Côte d'Azur, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, Préfet des Bouches-du-Rhône, portant délégation de signature à Monsieur Patrick VAUTERIN, Directeur Départemental Interministériel des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté n° 13-2023-03-06-00005 du 06 mars 2023 portant délégation de signature aux agents de la direction départementale des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône ;

**VU** la demande d'Autorisation de Travaux n° AT 013 055 23 00568 déposée le 11/8/2023 (n° 622/23 BC) ;

**VU** la demande de dérogation sollicitée par l'Ecole Nationale Supérieure Maritime représenté(e) par M. François LAMBERT concernant l'accès à la salle n°209 du bâtiment A de l'Ecole Nationale Supérieure Maritime situé 39, avenue du Corail, 13008 MARSEILLE ;

**VU** l'avis de la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées du 17/10/2023 ;

**CONSIDERANT** que le projet concerne les travaux d'agrandissement de certaines salles de l'Ecole Nationale Supérieure Maritime, pour l'augmentation de l'effectif en Sept 2023 ;

**CONSIDERANT** que l'article R 164-3 du code de la construction et de l'habitation (C.C.H.) mentionne que des dérogations peuvent être accordées en cas

- en cas d'impossibilité technique résultant de l'environnement du bâtiment ;
- en cas de contraintes liées à la conservation du patrimoine architectural
- lorsqu'il y a disproportion manifeste entre les améliorations apportées par la mise en œuvre des prescriptions techniques d'accessibilité d'une part et leur coût, leurs effets sur l'usage du bâtiment et de ses abords ou la viabilité de l'exploitation de l'établissement, d'autre part, ...
- lorsque les copropriétaires d'un bâtiment à usage principal d'habitation existant au 28/9/2014 réunis en assemblée générale s'y opposent ;

**CONSIDERANT** que le pétitionnaire sollicite une dérogation sur les points suivants :

- 1 – création d'un plancher technique de 12cm dans la salle informatique n°209 au R+2 du bâtiment A, avec mise à disposition d'une rampe amovible de 8 % sur 0,90m
- 2 – Hauteur de passage sous poutre de 1,97m dans les sanitaires du RdCbas du bâtiment B

**CONSIDERANT** que les contraintes techniques du bâtiment existant ne permettent pas le passage des câbles ailleurs que dans un plancher technique ;

**CONSIDERANT** que le SAS d'accès à l'autre porte n'est pas conforme de par ses dimensions ;

**CONSIDERANT** que le pétitionnaire propose la mise en place d'une « rampe amovible » de largeur 1,45m et de pente 8 % sur 0,90m de longueur pour franchir un dénivelé de 12cm par la porte située à l'arrière de la salle ;

**CONSIDERANT** que pour des raisons liées aux contraintes du cadre bâti existant (poutre existante) le projet ne peut respecter en totalité les règles d'accessibilité ;

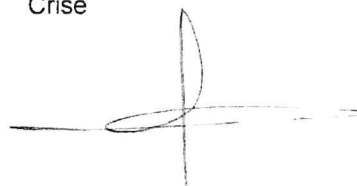
## **ARRÊTE**

**Article premier** : La demande de dérogation de l'AT n° 013 055 23 00568 déposée le 11/8/23 par l'Ecole Nationale Supérieure Maritime représenté(e) par M. François LAMBERT qui consiste à déroger à la réglementation relative à l'accessibilité aux personnes handicapées en ce qui concerne l'accès à la salle n°209 du bâtiment A de l'Ecole Nationale Supérieure Maritime situé 39, avenue du Corail, 13008 MARSEILLE est ACCORDEE.

**Article 2** : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de Territoire et de la Mer et le Maire de la commune de MARSEILLE ; sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le 18 OCTOBRE 2023

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef du Service Construction Transports  
Crise

  
Thierry CERVERA

*Délais et voies de recours : Le délai de recours devant le tribunal administratif compétent est de deux mois à compter de la décision acceptant ou refusant la dérogation. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*